

**NATIONS UNIES**



**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**  **CONSEIL DE SÉCURITÉ**

Distr.  
GÉNÉRALE  
A/35/785\*  
S/14301  
23 décembre 1980  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : RUSSE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Trente-cinquième session  
Points 48 et 50 de l'ordre du jour  
DESARMEMENT GÉNÉRAL ET COMPLET  
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION  
SUR LE RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ  
INTERNATIONALE

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Trente-cinquième année

Lettre datée du 17 décembre 1980, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes  
soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte du document intitulé  
"Réunion des dirigeants des Etats parties au Pacte de Varsovie", publié par les  
chefs de parti et de gouvernement des Etats parties au Pacte de Varsovie, qui se  
sont rencontrés le 5 décembre 1980, à Moscou.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document  
officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 48 et 50 de l'ordre du jour,  
et du Conseil de sécurité.

O. TROYANOVSKY

\* Nouveau tirage pour raisons techniques.

ANNEXE

Réunion des dirigeants des Etats parties au Pacte de Varsovie

Les chefs de parti et de gouvernement des Etats parties au Pacte de Varsovie se sont réunis à Moscou le 5 décembre 1980.

Ont pris part à la réunion :

Pour la République démocratique allemande : E. Honecker, secrétaire général du Comité central du parti socialiste unifié d'Allemagne, président du Conseil d'Etat de la République démocratique allemande; W. Stoph, membre du Politburo du Comité central du parti socialiste unifié d'Allemagne, président du Conseil des ministres de la République démocratique allemande; G. Axen, membre du Politburo du Comité central du parti socialiste unifié d'Allemagne, secrétaire du Comité central du parti; G. Hofmann, membre du Politburo du Comité central du parti socialiste unifié d'Allemagne, ministre de la sûreté de la République démocratique allemande; E. Milke, membre du Politburo du Comité central du parti socialiste unifié d'Allemagne, ministre de la sécurité d'Etat;

Pour la République populaire de Bulgarie : T. Jivkov, premier secrétaire du Comité central du parti communiste bulgare, président du Conseil d'Etat de la République populaire de Bulgarie; S. Todorov, membre du Politburo du Comité central du parti communiste bulgare, président du Conseil des ministres de la République populaire de Bulgarie; P. Mladenov, membre du Politburo du Comité central du parti communiste bulgare, ministre des affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie; D. Metodiev, membre du Comité central du parti communiste bulgare;

Pour la République populaire hongroise : J. Kadar, premier secrétaire du Comité central du parti ouvrier socialiste hongrois; A. Deneš, secrétaire du Comité central du parti ouvrier socialiste hongrois; Y. Borbandi, membre du Comité central du parti ouvrier socialiste hongrois, vice-président du Conseil des ministres de la République populaire hongroise;

Pour la République populaire de Pologne : S. Kania, premier secrétaire du Comité central du parti ouvrier unifié polonais; J. Pinkovski, membre du Politburo du Comité central du parti ouvrier unifié polonais, président du Conseil des ministres de la République populaire de Pologne; K. Barcikowski, membre du Politburo du Comité central du parti ouvrier unifié polonais, secrétaire du Comité central du parti; S. Olszowski, membre du Politburo du Comité central du parti ouvrier unifié polonais, secrétaire du Comité central du parti; V. Jaruzelski, membre du Politburo du Comité central du parti ouvrier unifié polonais, ministre de la défense nationale de la République populaire de Pologne; J. Czyrek, membre du Comité central du parti ouvrier unifié polonais, ministre des affaires étrangères de la République populaire de Pologne; M. Milewski, membre du Comité central du parti ouvrier unifié polonais, ministre de l'intérieur de la République populaire de Pologne.

Pour la République socialiste de Roumanie : N. Ceausescu, secrétaire général du parti communiste roumain, président de la République socialiste de Roumanie; I. Verdetz, membre du Comité exécutif politique du Comité central du parti communiste roumain, premier ministre du Gouvernement de la République socialiste de Roumanie; V. Kazacu, membre du Comité exécutif politique du Comité central du parti communiste roumain, secrétaire du Comité central du parti; C. Andrei, stagiaire au Comité exécutif politique du Comité central du parti communiste roumain, ministre des affaires étrangères de la République socialiste de Roumanie;

Pour la République socialiste tchécoslovaque : G. Husak, secrétaire général du Comité central du parti communiste tchécoslovaque, président de la République socialiste tchécoslovaque; L. Strougal, membre du Présidium du Comité central du parti communiste tchécoslovaque, président du Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque; V. Bilak, membre du Présidium du Comité central du parti communiste tchécoslovaque, secrétaire du Comité central du parti;

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques : L. I. Brejnev, secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS; N. A. Tikhonov, membre du Politburo du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, président du Conseil des ministres de l'URSS; M. A. Souslov, membre du Politburo du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, secrétaire du Comité central du parti; Y. V. Andropov, membre du Politburo du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, président du Comité de la sécurité d'Etat de l'URSS; A. A. Gromyko, membre du Politburo du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, ministre des affaires étrangères de l'URSS; D. F. Oustinov, membre du Politburo du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, ministre de la défense de l'URSS; K. V. Roussakov, secrétaire du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique.

Les participants ont procédé à un échange de vues sur l'évolution de la situation internationale au cours des derniers mois. Ils estiment que le cours des événements confirme l'évaluation qui en a été faite et l'actualité des propositions formulées à la réunion du Comité consultatif politique des Etats parties au Pacte de Varsovie, réunis à Varsovie, en mai 1980. Ces propositions ont un effet positif sur ce qui se passe actuellement en Europe et dans les autres régions du monde et elles répondent aux intérêts des peuples.

Les participants se sont félicités de l'activation des contacts politiques entre Etats à régimes sociaux différents, de la poursuite du dialogue sur les problèmes internationaux les plus importants, de l'examen fructueux par l'Assemblée générale des Nations Unies des propositions des pays socialistes et d'autres pays visant à mettre en oeuvre au plus tôt des mesures efficaces sur la limitation et l'arrêt de la course aux armements. Toutes ces activités contribuent au processus de la détente.

Les pays socialistes ont exprimé leur intention de continuer à contribuer à l'assainissement du climat international, au renforcement de la paix, à la poursuite de la politique de détente, au développement de la coopération internationale et à la solution négociée de tous les conflits. Les participants à la

réunion se prononcent fermement pour le développement des relations avec tous les pays, indépendamment de leur structure sociale, sur la base des principes de l'indépendance et de la souveraineté, pour la renonciation à la force et à la menace de la force dans les relations entre États et pour le strict respect de la Charte des Nations Unies.

Les participants ont souligné qu'ils se prononcent pour la coopération avec toutes les forces progressistes, démocratiques et anti-impérialistes, pour le renforcement de la solidarité de tous les peuples dans la lutte contre la menace de guerre, pour la politique de paix, pour le désarmement, en premier lieu le désarmement nucléaire, pour la détente et une coopération fondée sur l'égalité.

Les participants se sont déclarés prêts à adopter une attitude constructive pour ce qui est du développement des relations avec les États-Unis d'Amérique, si la nouvelle administration américaine agit de même.

Les pays participant à la réunion se félicitent de l'ouverture des travaux de la réunion de Madrid, en espérant qu'ils déboucheront sur des perspectives nouvelles qui permettront de mettre en oeuvre les instruments adoptés à Helsinki et favorisent la cause de la paix et de la détente sur le continent.

Dans le même temps, les participants ont constaté que la situation dans le monde reste grave. La course aux armements prend un caractère de plus en plus dangereux. Dans diverses régions du monde, il subsiste des foyers d'affrontement militaire et de tension. De nouveaux conflits éclatent. La situation exige que l'on redouble de vigilance face aux visées agressives des forces impérialistes, aux tentatives que multiplie la réaction pour porter atteinte aux positions des pays socialistes, des États en développement, des mouvements de libération nationale.

Les participants ont exprimé leur détermination de continuer à resserrer l'unité des pays socialistes sur la base du marxisme-léninisme et de la solidarité internationale, de la coopération mutuellement avantageuse fondée sur l'égalité.

Ils se sont déclarés convaincus que les efforts conjoints de tous les pays et peuples intéressés à la paix, à la sécurité et à la coopération internationale sont à même de faire de la détente la tendance principale de l'évolution internationale.

Les participants à la réunion ont procédé à un échange d'informations sur l'édification du socialisme et communisme dans leurs pays respectifs. Ils se sont déclarés pour le développement continu de la coopération économique, scientifique et technique, pour la coordination des plans dans l'intérêt de l'édification du socialisme et communisme ainsi que pour l'amélioration du bien-être matériel des habitants de leurs pays.

A/35/785

S/14301

Français

Annexe

Page 4

Les représentants du POUP ont informé les participants de l'évolution de la situation dans la République populaire de Pologne, ainsi que des résultats du septième plénum du Comité central du POUP. Les participants se sont déclarés convaincus que les communistes, la classe ouvrière et les travailleurs du pays frère qu'est la Pologne sauront surmonter les difficultés qui sont apparues et qu'ils feront en sorte que ce pays continue à se développer dans la voie du socialisme. Il a été confirmé que la Pologne socialiste, le parti ouvrier unifié de Pologne et le peuple polonais peuvent compter fermement sur la solidarité fraternelle et le soutien des pays signataires du Pacte de Varsovie. Les représentants du POUP ont souligné que la Pologne a été, est et restera un Etat socialiste, un maillon solide de la famille des pays socialistes.

La réunion des chefs de parti et de gouvernement des pays socialistes s'est déroulée dans un climat de camaraderie, de compréhension mutuelle et d'unité de vues.